Guissény
Gwiseni
Finistère
Penn-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

Procès-verbal de la réunion du
CONSEIL MUNICIPAL du 27 mai 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-sept mai à vingt-heures-trente, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.

Étaient présents :Jean-Louis BONDU, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Laurence GUERINET, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, formant la majorité des membres en exercice.

Excusés et représentés : Marie-Michelle LORGERÉ et Jérémy JAFFRÈS donnant respectivement procuration à Herveline CABON et Gérard LE GUEN.

Absent : Jean-Claude LE BIDEL

Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales JoëlPASCOËTa été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

Ouverture de la séance à 20H30

I. APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 10 AVRIL 2025.

L'ensemble des membres du Conseil Municipal valide le procès-verbal du 10/04/2025

II. DELEGATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE

CM/25-03001	Information sur les délégations du Conseil Municipal au Maire

Monsieur Raphaël RAPIN rappelle à l'assemblée, que par délibération en date du 24 juin 2020, complétée par la délibération du 21 mai 2021, le Conseil Municipal lui a donné délégation dans différents domaines, conformément aux dispositions de l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales. Conformément à l'article L2122-23 du même code, le maire informe l'assemblée des décisions prises dans le cadre de cette délégation :

FOURNISSEURS	OBJET	HT
SODIMAR	Numéros de maison	3 031.85 €
ACO	Pose de caisson d'extraction restaurant du Puits	1 230 €
ROUDAUT Jean-François	Travaux sacristie - Boiseries	3 731.04 €
INEO	Mise en conformité des réseaux électriques camping	17 590 €
MACE	Parafoudre église	847.21 €
Total		**26 430.10 €**

Monsieur le Maire informe que dans le cadre de ses délégations, il a été proposé à Maud LE QUÉRÉ de prendre la délégation de fonction « communication », ce qu'elle a accepté, de fait un arrêté a été pris en ce sens.
Le conseil municipal en prend note.

CM/25-03002-1	Composition des commissions et des désignations de représentations au sein de la commune.

EXPOSE DES MOTIFS : Monsieur le maire informe l'assemblée, qu'à la suite des démissions de 2 conseillères, il y a lieu de clarifier la représentation aux diverses commissions et instances externes. Il est proposé à l'assemblée de remplacer systématiquement dans les commissions le titulaire par le suppléant, et de choisir parmi les membres du conseil municipal des suppléants en remplacement.

1 - COMMISSIONS MUNICIPALES :

Se sont portés candidats aux commissions communales, les élus suivants :

NOM DE LA COMMISSION	MEMBRES
Commission Finances	***Présidée par Raphaël RAPIN,*** Herveline CABON, Laurence GUÉRINET, Gérard LE GUEN, Jean-Louis BONDU, Maud LE QUÉRÉ, Renée GALL et Jean-Yves ROUDAUT
Commission Délégation de services publics	***Présidée par Raphaël RAPIN,*** Herveline CABON, Laurence GUÉRINET et Jérémy JAFFRÈS.
Commission d'Appel d'offres	***Présidée par Raphaël RAPIN,*** Mickaël CONQ, Laurence GUÉRINET et Gérard LE GUEN.
Commission Employeur	***Présidée par Raphaël RAPIN,*** Jean-Louis BONDU, Herveline CABON, Renée GALL, Laurence GUÉRINET et Gérard LE GUEN.
Commission Familles, Enfance, jeunesse, écoles	***Portée par Herveline CABON***, Jérémy JAFFRES, Marie-Michelle LORGERÉ, Renée GALL et Mickaël CONQ.
Commission Travaux	***Portée par Monsieur Gérard LE GUEN,*** Jean-Louis BONDU, Mickaël CONQ, Jean-Yves ROUDAUT et Herveline CABON
Commission Tourisme	***Portée par Renée GALL,*** Laurence GUÉRINET, Maud LE QUÉRÉ et Marie-Michelle LORGERÉ
Commission Associations, culture et sports	***Portée par Renée GALL,*** Mickaël CONQ, Jérémy JAFFRÈS, Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERÉ et Laurence GUERINET
Commission Urbanisme	***Portée par Jean-Louis BONDU,*** Maud LE QUÉRÉ, Joël PASCOËT, Jean-Yves ROUDAUT et Jean-Claude LE BIDEL
Commission Communication	***Portée par Maud LEQUÉRÉ,*** Renée GALL et Laurence GUERINET
Commission Environnement	***Portée par Joël PASCOËT,*** Jean-Louis BONDU, Renée GALL, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Jean-Yves ROUDAUT et Mickaël CONQ

Chaque élu, détenteur de la délégation et portant la commission, a toute latitude pour fixer l'ordre du jour des réunions et inviter des personnes extérieures pour entendre leur avis.

2 –MEMBRES DE DROIT DANS LES ASSOCIATIONS :

INTITULÉ	TITULAIRES	SUPPLÉANTS
Bibliothèque municipale	Renée GALL	Maud LE QUÉRÉ
Comité de jumelage	Herveline CABON	Renée GALL
Association des usagers du port du CURNIC (AUPC)	Joël PASCOET	Jean-Louis BONDU
Association Familles Rurales de Guissény - Comité de suivi de l'espace de vie sociale (EVS)	Herveline CABON Marie-Michelle LORGERÉ	Renée GALL Maud LE QUÉRÉ
Association « à domicile pour la danse contemporaine »	Raphaël RAPIN	Renée GALL

3 - COMMISSION RÉGLEMENTAIRE :

NOM DE LA COMMISSION	DÉLÉGUÉS
Centre Communal d'Action Sociale – CCAS	Raphaël RAPIN, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERÉ et Jérémy JAFFRES
Commission de contrôle de la régularité de la liste électorale	Titulaire : Laurence GUERINET Suppléante : Marie-Michelle LORGERÉ

Monsieur le maire, rapporteur entendu,

DÉLIBÉRATION : Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT),Suite à l'exposé du rapporteur et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 12 voix « pour »,**Article 1** :Désigne et prend acte de la représentation ci-dessus,**Article 2** :Valide le mode de fonctionnementcomme présentée.

CM/25-03002-2	**Composition des commissions et des désignations des représentations hors commune**

EXPOSÉ DES MOTIFS : Monsieur le maire informe l'assemblée, qu'à la suite des démissions de 2 conseillères, il y a lieu de clarifier la représentation aux diverses commissions et instances externes. Il est proposé à l'assemblée de

remplacer dans les commissions en l'absence du titulaire, le suppléant devient titulaire, et de choisir parmi les membres du conseil municipal des suppléants en remplacement.

1 - COMMISSIONS COMMUNAUTAIRES :

Se sont portés candidats aux commissions communautaires de la Communauté LESNEVEN Côte des Légendes, les élus suivants :

COMMISSION	PRÉSIDENCE	VICE-PRÉSIDENCE	TITULAIRE OU SUPPLÉANT POUR GUISSÉNY
Finances Marchés Prospectives,Commande publique, Projet de territoire, Communication	C.BALCON	Pascal GOULAOUIC	T : Raphaël RAPIN S : Herveline CABON
Transition écologique et énergétique SPED, G4DEC, PCAET, Abattoir - SEBL	C.BALCON	Christophe BELE	T : Mickaël CONQ S : Joel PASCOET
Aménagement du territoire – Habitat – Transport– mobilité – PLUI-H – PLH - Gens du voyage, Trait de côte *(en lien avec R. PAUGAM)*	C.BALCON	Raphaël RAPIN	T : Jean-Louis BONDU S : Laurence GUERINET
Développement économique, agriculture, pêche, SDEF	C.BALCON	Pascal KERBOUL	T : Jean-Yves ROUDAUT S : Joël PASCOËT
Infrastructures et équipements communautaires, Travaux voirie bâtiments, Mégalis Bretagne	C.BALCON	R. PAUGAM	T : Mickaël CONQ S : Jean-Yves ROUDAUT
Environnement, Eau, assainissement, PLAV,Breizh bocage, GEMAPI, SAGE,espaces naturels	C.BALCON	René PAUGAM Pierre GUIZIOU	T : Joël PASCOËT S : Jean-Yves ROUDAUT
Tourisme – OT – Meneham – Culture - Evénementiel	C.BALCON	Christian COLLIOU	T : Renée GALL S :Laurence GUERINET
Cohésion sociale et services à la population Solidarité, CIAS, MSAP, Emploi et insertion professionnelle, Enfance, jeunesse	C.BALCON	Cécile GALLIOU Yves QUINQUIS	T : Herveline CABON S : Marie-Michelle LORGERE

2 - REPRESENTATIONS AUX ORGANISMES EXTERIEURS :

Se sont portés candidats aux commissions communautaires de la Communauté Lesneven Côte des Légendes, les élus suivants :

INTITULÉ	TITULAIRES	SUPPLÉANTS
EPCC EMPACL « École de musique du Pays des Abers Côte des Légendes »	Renée GALL	Herveline CABON
EPIC Tourisme en Côte des Légendes	Renée GALL	Laurence GUERINET
Conseil d'exploitation « Eau / Assainissement collectif / Assainissement non collectif »	Gérard LE GUEN	Mickaël CONQ
Comité National d'Action Sociale (**CNAS**) *Représentant collège « agents » : **Monique CONGAR***	Herveline CABON	Renée GALL
Syndicat Départemental d'Énergie et d'Équipement (**SDEF29**)	Maud LEQUERE Gérard LE GUEN	Jérémy JAFFRES Mickael CONQ
Correspondant.e**Défense**	Jean-Claude LE BIDEL	Raphaël RAPIN
Référent.e « Électricité » » auprès d'**ENEDIS**	Mickaël CONQ	Joel PASCOET
Référent.e**RGPD**	Jean-Louis BONDU	Maud LE QUÉRÉ

Référent.e**Sécurité routière**	Jean-Claude LE BIDEL	Raphaël RAPIN
Référent.e **VIGIPOL**	Gérard LE GUEN	Jean-Louis BONDU
CAUE - Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement	Jean-Louis BONDU	Gérard LE GUEN
FIA - Finistère Ingénierie Assistance	Jean-Louis BONDU	Gérard LE GUEN
ENER'GENCE	Mickael CONQ	Gérard LE GUEN
Art dans les chapelles - Arz e Chapeliou	Renée GALL	Marie-Michelle LORGERE
Association « La Trans-léonarde »	Raphaël RAPIN	Renée GALL
BMa – Brest Métropole aménagement	Raphaël RAPIN	Jean-Louis BONDU
Référent.e **PARTICIPATION CITOYENNE**	Renée GALL	Raphaël RAPIN

Monsieur le maire,rapporteur entendu,

DÉLIBÉRATION : Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT),Suite à l'exposé du rapporteur et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 12 voix « pour », **Article 1 :**Désigne et prend acte de la représentation ci-dessus. **Article 2 :**Accepte de transmettre aux diverses instances cette désignation comme indiquée.

III. FAMILLES et SOLIDARITE

CM/25-03003	Modification des statuts de l'EPCC

EXPOSÉ DES MOTIFS : Madame Renée GALL, adjointe au maire, informe que l'EPCC, lors du conseil d'administration en date du 20 mars dernier, a approuvé les modifications de ses statuts.

Les modifications portent essentiellement sur le retrait du dernier paragraphe de l'article 6 et l'ajout d'une phrase à l'article 21, précisant le maintien du montant des dotations au-delà de l'année 2027si les communes membres ne se mettent pas d'accord sur d'autres montants que ceux définis.

Il est demandé à l'assemblée de valider les nouveaux statuts tel que présenté en annexe 1.

DÉLIBÉRATION : Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 12 voix « pour »,**Article 1** : Valide les nouveaux statuts de l'EPCC.

VI. CADRE DE VIE, ECONOMIE et URBANISME

CM/25-03004	Lotissement du NOGUEL 2 – Prise en compte du tableau de référence des plafonds de ressources du PTZ de 2024 au lieu de 2023

EXPOSÉ DES MOTIFS : Monsieur le Maire, explique que par délibération en date du 19 décembre dernier (CM24-05026), le conseil municipal s'est prononcé pour la mise en place d'un règlement intérieur pour la commercialisation des terrains mis en vente au Noguel 2.

Concernant les lots à prix aidés – points 4.1 du règlement, le tableau de référence des plafonds de ressources du prêt à taux zéro PTZ retenus étaient ceux de 2023.

Il vous est proposé de prendre en compte le tableau de référence de 2024 (source : Journal Officiel du 2 avril 2024-décret n°2024-304)

Depuis la mise en vente des lots du lotissement (pour rappel première période du 2 février au 11 avril), 17 dossiers ont été retirés, 4 dossiers complétés ont été réceptionnés par la commune, depuis 2 autres dossiers ont été réceptionnés, ce qui porte à un total de 6 lots qui seront attribués.

Lots attribués au tarif aidé : Lots n° 1, 5, 8, 11, 1.

Autre lot : lot n°9

Le conseil municipal a pris connaissance des noms des personnes à qui un lot a été attribué.

Monsieur le Maire propose de prolonger dans les mêmes délais, l'ouverture à la vente pour les lots aidés. Il convient cependant, compte tenu du nombre de lots restants, de faire une publicité.

Afin d'éviter toute spéculation, et souhaitant la construction de résidences principales, comme précisé dans le règlement intérieur, il sera mentionné dans l'acte de vente que si dans les 5 ans le projet n'est pas en parfait achèvement, le terrain sera revendu exclusivement à la mairie.

DÉLIBÉRATION : Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 12 voix « pour » : **Article 1 :** Décide de modifier le règlement intérieur et de retenir les plafonds du PTZ zone C de 2024.**Article 2** : Accepte que cette règle soit applicable à l'ensemble des personnes qui ont déposés un dossier.**Article 3 :** Autorise le maire à faire une publicité des lots restants. **Article 4** : Accepte de rajouter une close,

qui sera mentionné aux futurs acquéreurs, précisant que si dans les 5 ans le projet n'est pas en parfait achèvement, le terrain reviendra à la commune.

CM/25-03005	Projet SCoT du Pays de Brest

EXPOSÉ DES MOTIFS : Monsieur Jean-Louis BONDU, adjoint au maire en charge du « cadre de vie, économie et urbanisme » explique qu'en application de l'article L 143-20 du code de l'urbanisme, les communes du Pays de Brest sont consultées pour avis sur le Projet SCoT.

Le Schéma de Cohérence Territoriale constitue un document stratégique de planification visant à organiser l'aménagement d'un territoire sur le long terme. Il aborde une multitude de thématiques, telles que le logement, la gestion foncière, le développement économique, la préservation de l'environnement, la gestion de la ressource en eau, ainsi que les risques naturels et technologiques. Ce schéma se compose d'un Projet d'Aménagement Stratégique (PAS), qui incarne le projet politique, et d'un Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO), incluant prescriptions, recommandations et diverses annexes. Le SCOT se veut intégrateur, assurant la cohérence entre les différentes législations et documents de planification supérieurs, charge au Plan Local d'Urbanisme Intercommunal et de l'Habitat (PLUIH) d'être compatible avec ces directives.

Prescrit en avril 2019, le projet de révision du SCOT a été arrêté le 7 février 2025. Cette révision poursuit un double objectif : 1/ Intégrer le périmètre de la communauté de communes de Pleyben, Châteaulin et Porzay, 2/ Prendre en compte les nouvelles législations, notamment la loi Climat et Résilience. Cette dernière a fortement influencé l'élaboration du document, en particulier par son objectif de tendre vers le Zéro Artificialisation Nette (ZAN) et l'intégration de la territorialisation du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET).

Conformément à l'article L141-1 du Code de l'urbanisme, les Personnes Publiques Associées (PPA) sont consultées sur le projet de SCOT arrêté. Parmi elles figurent l'État, les collectivités territoriales, les établissements publics de coopération intercommunale, les communes, les chambres consulaires, les autorités organisatrices de la mobilité, les autorités environnementales, les autorités compétentes en matière de gestion des risques naturels et technologiques, ainsi que d'autres personnes publiques concernées par les enjeux territoriaux. À compter du 24 février 2025, date de transmission des éléments, chaque PPA dispose de trois mois pour émettre un avis. En l'absence d'avis, celui-ci est réputé favorable.

Il est essentiel de souligner l'importance de la concertation menée dans le cadre de ce SCOT, impliquant les collectivités (via des COPIL et COTECH), les PPA (à travers plusieurs réunions), ainsi que les habitants et associations du territoire (par le biais de réunions publiques et d'expositions). Cette concertation a permis de partager largement les enjeux liés à cette élaboration.

Cette révision, fruit de plusieurs années de travail, a entraîné des modifications significatives sur diverses composantes de l'aménagement. Voici les évolutions majeures ou impactantes pour l'aménagement de notre territoire :

Trajectoire vers le Zéro Artificialisation Nette : Par rapport à la période de référence 2011-2021, le SCOT fixe une trajectoire de réduction de la consommation d'espace globale de -40 % entre 2021 et 2031, conformément aux dispositions du SRADDET Bretagne. La réduction de l'artificialisation des sols sera de -60 % entre 2031 et 2041, et de -80 % entre 2041 et 2051. À l'échelle de la Communauté Lesneven Côte des Légendes, le compte foncier pour la période 2021-2046 s'établit à 121 hectares, dont 67 hectares pour la période 2021-2031 et 54 hectares pour la période 2031-2046. Ce foncier doit répondre aux besoins en habitat, en économie et infrastructures/équipement, sans que soit précisé la répartition par secteur.

Pour atteindre ces objectifs, les densités et la part du renouvellement urbain ont été fortement revues à la hausse. Les densités moyennes passent de 18 logements à l'hectare à 30 logements à l'hectare pour la période 2031-2046. Le pôle principal devra atteindre 35 logements, les pôles d'appui 30, et les petites communes entre 20 et 25 logements. Ces nouvelles densités nécessiteront une réflexion approfondie sur l'urbanisme afin de les rendre acceptables par les habitants et de maintenir l'attractivité du territoire.

Révision des Objectifs de Croissance Démographique et de Production de Logements : L'objectif de croissance démographique retenu dans le projet de SCOT est une moyenne de +0,25 % par an à l'échelle du Pays de Brest, contre +0,45 % par an dans le SCOT approuvé en 2018. Cette diminution prend en compte l'impact du vieillissement de la population. Les objectifs sont différenciés entre les EPCI pour refléter les dynamiques territoriales, avec un choix politique fort qu'aucune EPCI n'affiche un objectif d'évolution démographique négative, impliquant ainsi une solidarité territoriale. Pour la CLCL, les projections tablent sur une croissance de l'ordre de 0,15 %, cohérente avec les dynamiques actuelles.

La réduction des objectifs démographiques impactes le nombre de logements à produire annuellement, passant de 170 à 110 logements par an. Cette réduction se justifie également par un phénomène de transition démographique à compter de 2035, qui devrait libérer un nombre conséquent de grands logements.
Autre conséquence de ce phénomène, le SCOT préconise de produire entre 66 % et 75 % de T3 ou moins dans les futures opérations. Cette logique d'obligation de production de petits logements que l'on retrouve d'ores et déjà dans certaines OAP du PLUIH trouve pleinement son sens au regard de ces projections démographiques.
Développement d'un Chapitre Maritime et Littoral : Ce chapitre traite des vocations des différents secteurs de l'espace maritime et des conditions de compatibilité entre les usages. Six secteurs maritimes ont été définis : la baie de Douarnenez, les pointes de la Presqu'île, la rade de Brest, la mer d'Iroise, les abers et la côte des légendes. Sur la CLCL, les activités de plaisance, nautisme, randonnée, activités balnéaires, pêche à pied et pêche embarquée des algues sont mises en avant, avec des principes de compatibilité entre les activités pour un développement harmonieux.
Précision du Risque de Submersion Marine à l'Horizon 2100 : Le DOO contient des cartes montrant l'importance de l'aléa sur les différentes intercommunalités du Pays de Brest en cas de grosse tempête combinée à un grand coefficient de marée et une élévation du niveau de la mer estimée à 1 mètre à l'horizon 2100.
La CLCL s'inscrit pleinement dans cette dynamique, ayant d'ores et déjà satisfait aux objectifs du SCOT en validant sa stratégie de gestion du trait de côte dès 2023. Actuellement, elle élabore une carte d'érosion du trait de côte à 30 et 100 ans, en complément de cette stratégie. Les cinq communes littorales se sont conformées au décret 2023-698., dont quatre sur une base volontaire, témoignant ainsi de l'engagement des élus locaux face aux enjeux des risques littoraux. Cette initiative, à l'échelle du SCOT, résonne particulièrement auprès des élus de la CLCL.
Le développement d'un chapitre dédié à la ressource en eau, traitant à la fois de l'amélioration de sa qualité, de la sécurisation de l'alimentation en eau potable, de l'économie de la ressource et de l'amélioration des systèmes d'assainissement ;
Le développement d'un chapitre dédié à l'énergie, avec notamment des prescriptions par type de filières de production d'énergies renouvelables ;
Une déclinaison de la trame verte et bleue en six sous-trames (boisements, bocage, cours d'eau, zones humides, landes et milieux littoraux) et une cartographie de la trame noire ; Au-delà des cartes affichées dans le SCOT, chaque EPCI pourra, au regard des connaissances locales, venir compléter ce travail sur les différentes sous trames.
Le développement d'un chapitre lié au patrimoine bâti, ciblant notamment les édifices ne faisant pas aujourd'hui l'objet d'une mesure de protection (monument historique, site patrimonial remarquable…), dans l'idée de permettre leur adaptation éventuelle aux besoins et aspirations d'aujourd'hui tout en préservant les éléments qui leur donne leur caractère architectural ou patrimonial.
Le volet « Loi littoral »a également connu une évolution suite à différents jugements sur le SCOT ou PLUIH du pays de Brest. Sans révolutionner ce volet, cela s'est traduit par une simplification de la définition de la notion de village.La CLCL accueille positivement ces évolutions puisque le SCOT reconnait maintenant le village de Pénity sur la commune de Goulven comme un village densifiable.
Volet Commerce : Des précisions ont été apportées sur les activités gérées ou non par le SCOT, ainsi que sur la réglementation de nouveaux modes de commercialisation (DarkKitchen, Dark Store, etc.). Des précisions ont également été apportées pour la zone de Croaz Ar Road, implantée sur les communes de Lesneven et Ploudaniel.
La CLCL souligne la qualité du travail réalisé dans l'élaboration de ce projet de SCOT, construit de manière partenariale tout au long de la procédure, tant sur le plan technique que politique. Ce projet permet ainsi d'appréhender de façon très transversale l'ensemble des thématiques liées à l'aménagement du territoire. Ainsi que ce soit les réflexions sur les projections démographiques et ses conséquences sur le logement, les objectifs de territorialisation du ZAN au travers les comptes fonciers, la plus grande prise en compte des risques liées au changement climatique, la mise en avant de l'importance des paysages en tant qu'élément d'attractivité notamment, l'évolution du chapitre loi littoral, le volet commercial, sont autant d'éléments qui permettent de porter un projet d'aménagement du territoire cohérent prenant en compte les notions d'équilibre territorial, de préservation de l'environnement et d'attractivité.
La CLCL retrouve ainsi les enjeux soulevés dans le cadre de l'élaboration de son PLUIH approuvé récemment.
Toutefois, la CLCL émet plusieurs observations :

- La difficulté potentielle pour atteindre les densités affichées dans le SCOT sans remettre en cause la qualité de vie et l'attractivité de notre territoire.
- La CLCL souhaiterait que les surfaces nécessaires au développement de l'entreprise EVEN n'impacte pas le compte foncier de la CLCL que ce soit par sa reconnaissance en tant que Projet d'Envergure Régional ou son inscription dans le compte pays créé pour les projets d'envergure supra-pays. En effet, Even représente, au

regard de l'enjeu de souveraineté alimentaire prôné au niveau national, un acteur clé sur le pays de Brest et à l'échelle régionale et dont le site de Trahon Bihan, siège historique de l'entreprise, en est un site stratégique pour son développement.

- Les élus souhaitent mettre en avant l'enjeu autour du changement de destination eu égard aux objectifs de la loi climat et résilience de réduire la consommation d'espace agricole et naturel. En effet, il ressort l'importance de pouvoir produire du logement ou encore développer des activités économiques sans que cela vienne consommer des surfaces agricoles.
- Enfin, l'implantation des cinémas qui doit se faire exclusivement au sein des périmètres de centralité interroge les élus du territoire. Autant, une implantation au sein des centralités et non en périphérie peut s'entendre dans de grandes agglomérations, autant la problématique est différente dans les pôles du type de Lesneven/Le Folgoët où l'implantation en périphérie reste toujours proche de la centralité. Ne vaut-il pas mieux une implantation au sein de la zone du boulevard des frères lumières ou Croaz Ar Road dans une zone déjà urbanisée de surcroit, que de contraindre les habitants à se rendre sur Brest ou Landerneau pour profiter d'une offre plus conséquente ? Les effets, pour la centralité de Lesneven, serait plus positif qu'une impossibilité de développement au sein du périmètre de centralité commerciale.

Le conseil communautaire a donné un avis favorable sur le projet de révision du SCOT arrêté le 7 février, avec les observations suivantes :

- Introduire la notion de « préférentiellement » et non exclusivement dans la prescription du SCOT relative à l'implantation des cinémas.
- Ouvrir plus largement les possibilités de changement de destination, par des décisions au cas par cas.
- Inscrire les surfaces nécessaires au développement d'EVEN sur le site de Trahon Bihan dans un compte n'impactant pas celui de la CLCL, au regard de l'importance de cette entreprise dans le paysage brestois et des enjeux nationaux de souveraineté alimentaire.

DÉLIBÉRATION : Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 12 voix « pour,Article 1 : donne un avis favorable au projet SCoT tel que présenté avec les observations suivantes : Introduire la notion de « préférentiellement » et non exclusivement dans la prescription du SCOT relative à l'implantation des cinémas ; Ouvrir plus largement les possibilités de changement de destination, par des décisions au cas par cas ; Inscrire les surfaces nécessaires au développement d'EVEN sur le site de Trahon Bihan dans un compte n'impactant pas celui de la CLCL, au regard de l'importance de cette entreprise dans le paysage brestois et des enjeux nationaux de souveraineté alimentaire.

CM/25-03014	Déclassement et cession du domaine public communal

EXPOSÉ DES MOTIFS : Monsieur Jean-Louis BONDU, adjoint au maire en charge de « Cadre de vie, économie et urbanisme », indique à l'assemblée que la commune est propriétaire du site « aire de camping » situé à côté de la mairie. Il est classé dans le domaine public communal. Pour rappel, le domaine public est par définition inaliénable et imprescriptible (article L.3111-1 du code général de la propriété des personnes publiques – CG3P). L'occupation privative du domaine public nécessite la délivrance d'une autorisation par l'administration gestionnaire (L.2122-1 du CG3P). Aussi, en l'absence d'un tel titre (qu'il n'ait pas été sollicité, accordé ou soit désormais expiré), l'occupation du domaine public est irrégulière et constitue un empiètement. La commune est sollicitée par Mme LINSOLAS afin de relocaliser la pharmacie sur ce terrain. Ainsi, il est nécessaire de faire appel à un géomètre afin d'obtenir un plan d'arpentage pour établir les limites d'une parcelle cadastrale lors d'une division, réunion, ou modification parcellaire. Il permet aussi de mettre à jour le cadastre. Puis lorsque ce plan sera établi, il sera proposé à l'assemblée d'approuver le déclassement du domaine public communal de ce terrain pour le faire entrer dans le domaine privé communal. Une fois cette régularisation administrative effectuée, il est proposé à l'assemblée de céder la parcelle à Mme LINSOLAS pour le prix de 25€/m², charge des frais annexes (géomètre, notaire,...) au bénéficiaire de la vente.

DÉLIBÉRATION : Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à *l'unanimité* des suffrages exprimés, *par 12voix « pour,* **Article 1** : Accepte de faire appel à un géomètre afin de faire un plan d'arpentage du terrain. **Article 2** : Donne pouvoir au Maire pour ensuite déclasser le terrain et le faire entrer dans le domaine privé communal, en ayant recours si besoin à une consultation au préalable. **Article 3 :** Fixe le prix de vente à 25€/m², frais en sus. Il est précisé qu'afin d'éviter la spéculation, la vente est effectuée sous condition que ce qui est réalisé sur le terrain est à l'usage de service de type pharmacie et rester au service de la population pour une durée de 15 ans à la date du parfait achèvement.

CM/25-03015-1	Cession sur les parcelles AT 0498 - 0496

EXPOSÉ DES MOTIFS : Monsieur le Maire rappelle que par délibération N° CM24-03016 du 24 juillet 2024, la commune s'était engagée à acquérir le hangar dans lequel le garage GUIZIOU exerce son activité de carrosserie et à céder une partie du terrain jouxtant le service technique. Monsieur Olivier GUIZIOU, propriétaire et exploitant du garage GUIZIOU souhaitant regrouper l'ensemble de ses activités sur un même site dans la zone d'activité de LANVIAN. Après avis des domaines, il est proposé de céder au garage GUIZIOU, ou son représentant, l'assiette nécessaire à l'exécution de son permis de construire au prix de 25€/m² et d'acquérir le hangar pour le montant de 175 000€ net vendeur. Les frais inhérents à ces cessions seront respectivement à la charge du bénéficiaire de chaque opération.

Monsieur le Maire, rapporteur entendu,

DÉLIBÉRATION : Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 12 voix « pour ». **Article 1** : Accepte la cession partielle des parcelles AT 0498 et AT 0496 au bénéfice du Garage GUIZIOU ou son représentant pour un prix de vente de 25€/m² net vendeur. **Article 3 :** indique que les frais d'actes seront supportés par le bénéficiaire de celle-ci.

CM/25-03015-2	Acquisition parcelle AS 0424

EXPOSÉ DES MOTIFS : Monsieur le Maire rappelle que par délibération N° CM24-03016 du 24 juillet 2024, la commune s'était engagée à acquérir le hangar dans lequel le garage GUIZIOU exerce son activité de carrosserie et à céder une partie du terrain jouxtant le service technique. Monsieur Olivier GUIZIOU, propriétaire et exploitant du garage GUIZIOU souhaitant regrouper l'ensemble de ses activités sur un même site dans la zone d'activité de LANVIAN. Après avis des domaines, il est proposé d'acquérir le hangar pour un montant de 175 000€ net vendeur. Les frais inhérents à l'acquisition seront à la charge de la commune.

Monsieur le Maire, rapporteur entendu,

DÉLIBÉRATION : Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 12 voix « pour », **Article 1** : Accepte l'acquisition de la parcelle AS 0424 et de son immeuble pour un montant de 175 000€ net vendeur, **Article 2 :** Mandate monsieur le maire ou son représentant, à procéder à toute signature en ce sens, y compris la signature de l'acte d'acquisition, étant précisé que les fraisd'actes à l'acquisition seront à la charge de l'acquéreur.

VII. PETITE ENFANCE, ENFANCE et JEUNESSE

CM/25-03006	Avenant n°1 à la convention passée entre la commune et l'OGEC le 17/12/2021 - Prolongation de 1 an de la durée initiale

EXPOSÉ DES MOTIFS : Mme Herveline CABON, 1ère adjointe en charge des politiques familles, informe que la convention pour les classes sous contrat d'association signée entre la ville de Guissény et l'OGEC de l'école Sainte Jeanne d'Arc est arrivée à échéance. Il convient de la renouveler et des discussions entre les parties vont être engagées.

En attendant la validation par le conseil municipal d'une nouvelle convention, Mme Herveline CABON propose la signature avec l'OGEC d'un avenant de prolongation de 1 an (année 2025) de la durée de la convention initiale.

Cet avenant permettra à la commune de verser, conformément à la convention de 2021, le montant du forfait communal. Concernant les modalités de versement(stipulé à l'article 4 de la convention), compte tenu des échéances, la commune versera le montant de la subvention selon les modalités ci-dessous :

- 2/3 de la subvention en juin
- 1/3 de la subvention en septembre

Mme Herveline CABON, rapporteur, entendue.

DÉLIBÉRATION : Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimitédes suffrages exprimés, par 12 voix « pour », **Article 1** : Autorise le maire à signer l'avenant n°1 à la convention initiale du 17/12/2021, prolongeant la durée initiale de 1 an (2025). **Article 2** : Accepte que la commune verse le montant de la subvention selon les modalités suivantes : 2/3 de la subvention en juin et 1/3 de la subvention en septembre.

XI. ENVIRONNEMENT

CM/25-03007	Don de radeaux de nidification des sternes à la commune

EXPOSÉ DES MOTIFS : Monsieur Joël PASCOËT, conseiller délégué à l'Environnement, informe de la proposition de don à la commune des radeaux à sternes par les membres de l'association Nature et Biodiversité en Pays Pagan.
La dissolution de l'association Nature et biodiversité en Pays Pagan a été décidée par ses membres début 2025. L'association s'inscrivait dans la continuité de l'association Guissény Rendez-vous Nature (GRN) elle-même dissoute en 2012, cette derrière ayant transmis alors à Nature et Biodiversité en Pays Pagan, la majeure partie de ses biens.
Parmi ces biens, il y a deux radeaux à sternes sur l'étang du Curnic installés en 2005 pour le premier puis en 2010 pour le second. Ces aménagements accueillent entre une dizaine et une quinzaine de couples nicheurs de Sternes pierregarin chaque année. Cette petite colonie d'oiseaux marins contribue à la diversité du site et à l'intérêt ornithologique en période printanière.
La commune est déjà partie prenante dans la gestion de ces radeaux. Dans la pratique, la commune a assuré une partie importante de l'entretien au cours de la dernière décennie. Le temps passé est relativement faible (moins d'une journée par an).
Pour rappel, voici les interventions de la commune menées ces dernières années :

- **Printemps 2014** : réparation in situ des grillages par agent service environnement.
- **Hiver 2014-2015** : carénage des radeaux impliquant pour la mairie coordination des actions avec bénévoles (Nature et biodiversité, AUPC), transport par service technique, animation auprès des scolaires, fourniture d'une partie des matériaux.
- **Printemps 2024** : remise en place des radeaux au milieu de l'étang suite à leur échouage lors de la tempête Ciaran (avec aide AUPC et SNSM) ; achat des fournitures nécessaires aux nouvelles amarres.
- **Printemps 2025** : dépôt de matériaux (gravillons) pour favoriser la stabilité des œufs.

A noter que le suivi scientifique est principalement assuré par l'association Bretagne Vivante en échange étroit avec le service environnement.
Il est proposé que la commune accepte ce don et se charge de l'entretien et de la maintenance des radeaux dans la continuité de l'action menée précédemment.
DÉLIBÉRATION : Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 12 voix « pour », **Article 1** : Accepte le don à la commune des radeaux pour la nidification des sternes installés sur l'étang du Curnic, par l'association Nature et Biodiversité en Pays Pagan. **Article 2** : Accepte que la commune s'engage à assurer l'entretien de ces aménagements notamment dans le cadre de la future réserve naturelle régionale en compatibilité avec les objectifs de gestion du site.

CM/25-03008	Réouverture du SPPL et du GR34 – Porz Ar Bagou

EXPOSÉ DES MOTIFS : Monsieur Joël PASCOËT, conseiller délégué à l'Environnement, informe que la servitude de passage pour les piétons sur le littoral (SPPL) dont la gestion est assurée par la commune, est suspendue sur plusieurs secteurs. Ces suspensions sont liées avant tout à l'érosion marine le long de plusieurs terrains privés.
Une continuité mise en difficulté depuis 10 ans sur de nombreux secteurs
Pour rappel, la continuité de la SPPL (Servitude de Passage des Piétons sur le Littoral) terrains privés et passage sur terrains publics) a été principalement altérée suite aux tempêtes de l'hiver 2013-2014 et secondairement par d'autres tempêtes au cours de la dernière décennie. Sur le littoral allant des Barrachou à Nodeven, environ 500 mètres de côte ont subi une érosion ayant impacté en tout ou partie le tracé du sentier sur 9 secteurs.
Sur les secteurs publics et naturels, un recul du sentier a pu être réalisé lorsque nécessaire. Sur les tronçons de SPPL sur terrains privés, la commune a pris des arrêtés de suspension (fermeture temporaire) évoluant en fonction des travaux menés et/ou des nouvelles érosions.
Sur certains tronçons privés, des échanges avec la DDTM et les riverains concernés ont été nécessaires pour permettre le recul du tracé au-delà des 3 m de droit de la SPPL et/ou prévu à l'*Arrêté préfectoral n°90-1549 portant approbation de la modification ou de la suspension de la Servitude de Passage pour les Piétons sur le Littoral de la commune de Guissény*. Deux propriétaires ont accepté des modifications de tracé permettant de restaurer une partie de la continuité. A titre d'exemple, pour la pointe du Dibennou, les recherches d'accords, points réglementaires, montage de dossiers de subvention et de travaux, etc. ont fait que la continuité n'a pu être officiellement restaurée qu'après 6 années.
Restauration récente d'une partie de la continuité. En octobre 2024, un nouvel accord « contrat de gré à gré » a été signé avec une propriétaire riveraine afin de pouvoir reculer le tracé au-delà des 3 mètres prévus de droit par la SPPL. Ces travaux en régie et dans le cadre du dispositif argent de poche ont été menés en trois temps :

- modification du tracé en octobre 2024 ;
- aménagements de protection douce en pied de dune en avril 2025 (ganivelles) ;
- apport de sables éoliens en arrière des ganivelles en avril 2025 (à compléter ultérieurement)

Le tracé en l'état permet le passage en sécurité des piétons. La suspension temporaire de la servitude de passage pour les piétons sur le littoral (SPPL) du chemin de ROC'H AR C'HAD à la plage de PORZ OLIER peut donc être levée. La SPPL est prolongée sur ce secteur par un cheminement sur terrain communal jusqu'au Chemin du Dibennou.

Modification de déviation du GR34. Du fait des secteurs suspendus, une déviation temporaire du GR34 avait été mise en place en 2023 à la suite d'une visite avec la fédération française de randonnée Finistère. Cette déviation temporaire peut être modifiée pour intégrer la portion de SPPL ré-ouverte.

La pointe du DIBENNOU reste accessible aux piétons ainsi que le tronçon entre PORZ OLIER et la descente d'AR C'HOUZOG, mais ils ne peuvent plus en l'état actuel être intégrés dans le GR34 car cet itinéraire ne peut faire un huit et donc repasser au même endroit.

Rupture de continuité subsistant

Un secteur reste fermé entre le chemin de TRESSENY et la descente de ROC'H AR C'HAD en raison de l'affaissement d'un emmarchement à flan de falaise.

Une réflexion longue est nécessaire pour définir les solutions pour ce tronçon. Cette réflexion prend nécessairement en compte les évolutions climatiques et notamment la loi climat et résilience, la stratégie locale de gestion intégrée du trait de côte (SLGITC), la réglementation, la pérennité et le coût de ces aménagements, etc.

La DDTM du Finistère a par ailleurs insisté sur la nécessité de cadrer par une convention avec les riverains, tous travaux qui pourraient sous couvert de restaurer le GR34, constituer une protection de la propriété de tiers, dans un secteur où aucun ouvrage de protection n'est identifié.

Monsieur Joël PASCOËT, rapporteur entendu,

DÉLIBÉRATION : Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 12 voix « pour »,**Article 1** : Autorise gracieusement le balisage d'une déviation provisoire sur des voies communales et chemins ruraux par la Fédération française de la randonnée pédestre (FFR), ouverts à la circulation publique d'un itinéraire pédestre balisé « Grande Randonnée, dénommé GR34 » officiellement homologué, que chacun peut parcourir sous sa propre responsabilité de randonneur (dont le descriptif est joint sur carte au 1/2 500 en annexe). **Article 2** : Accepte que Le comité FFR du Finistère sera garant de l'entretien du balisage vis à vis des randonneurs auquel l'itinéraire est destiné. La commune autorisant le passage de toute personne habilitée à cet effet. **Article 3** : Accepte que la commune assure un affichage complémentaire sur site pour informer le public des secteurs restant accessibles aux piétons mais hors GR34 à la pointe du DIBENNOU.

A la suite de l'exposé, Monsieur Joël PASCOET informe le conseil qu'il y a eu de nombreux échanges avec le collectif, et plus particulièrement avec un ses membres qui de manière insistante a posé plusieurs questions écrites et demandant que le conseil municipal soit saisi d'une question orale.

Dans un premier temps Monsieur le Maire rappelle que le choix des questions portées à l'ordre du jour relève du pouvoir du maire. Que toutefois les conseillers municipaux peuvent lui adresser un sujet qu'il souhaite voir soumis au conseil municipal, ce qui n'est pas le cas dans cette demande qui émane, certes d'un citoyen de la commune, mais dans les réponses ont été apportées collectivement lors des diverses rencontres avec les membres du collectif. Rencontres auxquelles il n'a jamais participé ! Que cela est conforme au règlement du conseil municipal.

Toutefois, il donne quelques éléments de contexte concernant les dires de ce membre du collectif et notamment sur l'affirmation qu'il fait comme quoi le maire aurait décidé de modifier seul la SPPL. Dans le cadre de cette portion de la SPPL, il rappelle que le tronçon est fermé depuis quelques années et qu'il est toujours interdit au public, qu'il y a différentes pistes de travail et réflexion en cours. Monsieur le Maire réaffirme qu'il appartient au conseil municipal de valider ou non une éventuelle modification du tracé, précisant qu'il est demandé au conseil municipal de se saisir de la question afin d'éclairer le public lors du conseil municipal prochain soit le 3 juillet.

Il indique cependant que l'interpellant mettant en cause le maire, les élus et les services, n'est pas exempt de tout reproche !

Concernant le mur, il précise que plusieurs interventions ont été réalisées depuis2014 par la commune sur ce secteur. Et que depuis cette date, il y a eu de nombreuses dégradations liées aux assauts de la mer, qu'aucune solution pérenne n'a pu encore être trouvée, d'où la fermeture àplusieurs reprisesde cette portion, la dernière datant de janvier 2023 (voir arrêté N° 2023-2), qu'entre-temps la stratégie locale de gestion intégrée du trait de côte travaillée avec l'ensemble des communes de la CLCL, n'a pas identifié cet ouvrage comme étant un ouvrage de protection prioritaire.

Il rajoute que c'est l'arrêté préfectorale qui a précisé la servitude de passage qui s'est imposée à tous les propriétaires privés, que l'arrêté a introduit une servitude de passage devant respecter des règles précises mais à l'interprétation qu'il est fait de celui-ci, il déroge à la règle de distanciation des 12 mètres d'une maison sur cette portion (Le propriétaire de l'époque questionné par courrier par la Préfecture, n'ayant pas répondu, la non réponse a été enregistré en consentement, en droit « qui ne dit mot, consent » signifie que le silence peut être interprété comme une acceptation tacite d'une proposition ou d'une situation) et concernant l'assiette d'usage sur ce mur (objet du désaccord)l'arrêté préfectoral précise que le sentier passe 2 mètres derrière le mur. De fait, plusieurs questions se posent : la questionde ne pas modifier le tracé actuel ? de modifier le tracé uniquement en arrière du mur comme indiqué dans l'arrêté ? Et bien d'autres ?

Monsieur le Maire informe qu'un autre élément de contexte nous est opposé, à savoir que parce que nous avions entrepris des travaux antérieurement sur le tronçon, nous aurions donc l'obligation de le remettre en état! Que la commune ait de fait engagé sa responsabilité ! Il précise cependant que le collectif, par voie de presse, a fait savoir qu'il avait entrepris des travaux (voir Le Télégramme de Brest du 08 octobre 2024) et cela sans avoir obtenu les autorisations nécessaires ??? Aussi Monsieur le Maire souligne que le collectif a, à son tour, engagé sa responsabilité et celle de ses membres et qu'il a repris la responsabilité de la qualité de l'ouvrage.

Le maire précise qu'il n'est pas question de régler des comptes, qu'il a toujours administré en toute intégrité et en toute transparence, que la commune al'obligation de travailler dans la légalité, le respect des règles, de trouver une solution qui se veut la mieux adaptée pour le territoire mais aussi d'être à l'écoute des habitants. C'est pourquoi, dans tous projets qu'elle mène, la commune se rapproche d'experts pour l'aider à être en conformité avec les lois et règlements. Il propose aux membres du conseil les trois propositions suivantes :

- *mettre la déviation provisoire en définitif avec pour conséquence aucune possibilité de retour en arrière.*
- *Missionner un bureau d'étude pour faire un diagnostic sur l'état du mur, de questionner les autorités sur la possibilité de faire des travaux. Tout en sachant que ce n'est pas un ouvrage de défense.*
- *Modifier le trajet en passant plus haut sur les terrains privés, comme l'autorise les textes.*

Il reprécise qu'aucune décision n'a été prise contrairement à ce que le membre du collectif écrit et qu'il est important de leurs rappeler.

XII. FINANCES, PERSONNEL COMMUNAL

CM /25-03009	Subvention aux associations 2025

Jean-Louis BONDU étant concerné personnellement, a quitté la salle et n'a pas participé au débat ni au vote. Jérémy JAFFRÈS étant lui aussi concerné personnellement, ne pourra participer au vote.

EXPOSÉ DES MOTIFS : Madame Renée GALL, adjointe au maire en charge de la dynamique et du tourisme, rappelle à l'assemblée que la commune est adhérente à divers organismes (voir tableau joint). Elle informe des modalités des contributions et indique que ces adhésions ne sont pas soumises à délibération :

Structures	Formalités des cotisations	2025
Association des maires et présidents d'EPCI du Finistère	**Cotisation forfaitaire : 0.371€/ hab**	**751.28 €**
Association des maires ruraux du Finistère	**Décision en AG 2023du passage de 100 à 130 €** (Pas d'augmentation depuis le début du mandat)	**130 €**
CAUE Finistère	Conseil en Architecture, Urbanisme et Environnement - **Cotisation forfaitaire**	**150 €**
FIA Finistère	Finistère Ingénierie Assistance **Cotisation forfaitaire : 0.55€ x Pop DGF**	**1348,05 €**
Rivage de France	**Cotisation forfaitaire : entre 2000 et 10 000 hab.**	**200,00 €**
VIGIPOL	**Cotisation forfaitaire : 0.28€ x DGF**	**710.79 €**

Madame Renée GALL rappelle que certaines associations ont signé des conventions de financement avec la commune. Ces conventions sont revues à échéance, toutefois il est nécessaire de voter chaque année le montant attribué :

Associations sous convention

ENER'GENCE	Convention 2025-2027– Délib. CM/24- 05017 Cotisation forfaitaire : 1.49€ x Pop DGF	2 954,67 €
CNP(Centre Nautique de PLOUGUERNEAU) - Activités nautiques estivales	Convention 2024-2028	2 600 €
CNP - Activités nautiques dans le cadre des activités scolaires si l'activité se passe sur le CN de GUISSENY	Convention 2024-2028	Montant facturé, déduction faite des subventions CLCL et CD29
CSC Intercommunal (REPAM)	2024-2026	547,42 €
Centre Socioculturel Intercommunal (ALSH - enfant de Guissény)	CTG du 01/01 au 31/12/2023 Tacite reconduction 2 fois.	12 €/enfant
Commune de PLOUDANIEL – DSP - EPAL PLOUDANIEL (ALSH - enfant de Guissény)	CTG du 01/01 au 31/12/2023 Tacite reconduction 2 fois.	12 €/enfant
Familles Rurales de la Baie (ALSH - enfant de Guissény)	CTG du 01/01 au 31/12/2023 Tacite reconduction 2 fois.	12 €/enfant
Familles Rurales de GUISSÉNY (dont ALSH)	Convention de partenariat 2025-2028	61 312 €
Familles Rurales de GUISSÉNY PS jeunes	Convention 2025-2028 PS jeunes	3 960,60 €
Familles Rurales de GUISSÉNY (TAP de la rentrée 2024 -2025)	Délibération CM24-04005	746.50 €
OGEC Ste Jeanne D'Arc (Fonctionnement)	2022-2024 et 2025	110 136 €
OGEC Ste Jeanne D'Arc (convention Cantine)	Délibération CM24-01006 2024-2025	0,94 € + (prix du repas facturé par la cuisine centrale – 2,79 €)
OGEC Ste Jeanne D'Arc (livraison de la cantine)	Délibération CM24-01006	10€/jour
EPCC « Musiques et cultures »	2022-2023-2024- 2025	20 000 €

Madame Renée GALL présente ensuite à l'assemblée le détail des propositions des subventions travaillées en commission et notamment lors de la commission des Finances du 15 mai 2025.
Pour 2025, il est proposé :

SUBVENTIONS 2025

ASSOCIATIONS	Subv. Sollicitées	Com. Finances	Proposée 2025
Associations culturelles, artistiques ...			
AVENTURE DES LEGENDES	500,00 €	500 €	500 €
A DOMICILE AUTOUR DE LA DANSE	750,00 €	750 €	750 € (sous condition de faire a minimum 2 animations sur la commune)
AWEN BRENDAOUEZ	3 000.00 €	3 000.00 €	3 000.00 €
FEST BRO PAGAN	2 500,00 €	1 400,00 €	1 400,00 €
GWEZROCK	0 €	0 €	0 €
BIBLIOTHEQUE DE KERLOUAN (Salon des auteurs et autrices 2025)	500.00 €	500.00 €	500,00 €
MOUEZ AR SKEIZ	400,00 €	400,00 €	400,00 €
SI CA VOUS CHANTE	600,00 €	600,00 €	600,00 €
SUMAK	500,00 €	500.00 €	500.00 €
LIORZ SANT WELTAS	2 000.00 €	800.00 €	800.00 €
KANARVORIZ	600.00 €	500.00 €	500.00 €
EPICETOU	500,00 €	500.00 €	500,00 €
Associations sportives			
COTE DES LEGENDES HANDBALL Participation aux frais de déplacement	1 900,00 €	1 700,00 € 350.00 €	1 700,00 € 350,00 €
ETOILE SPORTIVE GUISSENIENNE	2 250,00 €	2 250,00 €	2 250,00 €
FLECHE GUISSENIENNE	600,00 €	500,00 €	500,00 €
HOCKEY CLUB PAGAN	650,00 €	350,00 €	350,00 €
AUPC - 10€ par adhérents			
COMITE DE JUMELAGE	800,00 €	800,00 €	800,00 €

OFFICIERS MARINIERS	100,00 €	100,00 €	100,00 €
SNSM	1 000,00 €	1 000,00 €	1 000,00 €
SOCIETE DE CHASSE LA GUISSENIENNE	400,00 €	400,00 €	400,00 €
STREJOU GLAS GWISENI	2 500,00 €	2 500,00 €	2 500,00 €
UNION NATIONALE DES COMBATTANTS	500,00 €	500,00 €	500,00 €
Associations de parents d'élèves - 15€ / élève à la rentrée			
APEL Ste Jeanne d'Arc	-	15€/élève	15€/élève
Diwaskell Bro Gwiseni	-	15€/élève	15€/élève
Diwan - Maternelle et primaire - Plouguerneau et Lesneven	-	525€/élève	525€/élève
Réseau RASED - Lesneven-Plabennec 1,50 €/élève de Guissény	0,00 €	1,50€/élève	1,50€/élève
Commune de LESNEVEN – Classe ULIS	Le coût d'un élève payé en n+1		
Le P'tits Pagan	200,00 €	100,00 €	100,00 €
Associations sportives, culturelles, artistiques ... n'existant pas sur la commune			
Toutes associations extérieures à la commune qui permettent aux enfants guisséniens une activité pourront demander une subvention			
Associations extérieures diverses			
ARZ ER CHAPELIOU	1 100,00 €	1 100,00 €	1 100,00 €
AMIS DU VELO	1 000,00 €	1 000.00 €	1 000,00 €
Le refuge des coussinets	1 000,00 €	500,00 €	500,00 €
Association paysan solidarité	500,00 €	500.00 €	500,00 €

Madame Renée GALL, rapporteur entendu,

DÉLIBÉRATION : Vu l'avis favorable de la commission des finances du 15 mai 2025 et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 12 voix « pour », Article 1 : Valide les modalités telles qu'indiqués dans les tableaux présentés,Article 2 : Valide les montants tels qu'indiqués dans les tableaux présentés.

CM /25-03010	**Versement d'une subvention exceptionnelle à Tourisme Côte des Légendes Nord Bretagne dans le cadre du projet de territoire « les Ribin' de l'imaginaire »**

EXPOSÉ DES MOTIFS : Madame Renée GALL, 3ème adjointe au Maire, explique que la collectivité Tourisme Côte des Légendes Nord Bretagne, a mis en place dans le cadre d'un projet de territoire : « Les Ribin' de l'imaginaire ». Il s'agit d'un projet artistique qui consiste en la conception et la réalisation d'une œuvre d'art semi-pérenne (6 ans) aux abords d'un chemin de randonnée. Pour 2025 (6ème saison des Ribin' de l'imaginaire), cette œuvre sera installée en juin sur la commune de Guissény, elle viendra compléter un cheminement pour faire de la Côte des Légendes un puissant terrain d'expérimentation et de jeux autour de l'imaginaire.

L'idée est de permettre de transformer l'espace rural et les paysages grâce à la création artistique. L'ambition est d'en faire un motif de visite pour les amateurs d'art et de nature et de porter un regard singulier, moderne, voire ludique sur le territoire via la thématique forte et ancrée de l'imaginaire.

La TCDL sollicite auprès de la commune, une subvention d'un montant de 500 € qui permettra la prise en charge des artistes sur le territoire et ainsi répondre aux besoins d'accompagnement des artistes notamment en terme de logement sur la commune durant les différentes étapes du projet (lettre de demande en annexe 1).

Une convention de partenariat sera signée entre la TCDL (Tourisme Côte des Légendes) et la commune de Guissény (commune hôte en 2025). Elle vise à préciser le projet artistique, les modalités de production de l'œuvre, le budget global du projet, la subvention de la commune hôte ainsi que les obligations des parties (annexe 2)

DÉLIBÉRATION : Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 12 voix « pour », **Article 1** : Accepte le versement d'une subvention exceptionnelle de 500 € auprès de la TCDL. **Article 2** : Autorise le Maire à signer la convention de partenariat avec la TCDL .

CM/25-03011	**Attribution du marché « étude diagnostic, architecturale et historique de l'église Saint Sezny »**

EXPOSÉ DES MOTIFS : Monsieur Gérard LE GUEN, adjoint au maire en charge des infrastructures et travaux rappelle à l'assemblée que le Conseil Municipal du 24 octobre dernier a validé la nécessité de faire des travaux sur l'église Saint

Sezny. Accompagnée par notre AMO, CAP Culture et Patrimoine, une procédure de marché simplifié concernant l'étude diagnostic architecturale et historique a été lancé, l'avis d'appel public à concurrence a été diffusé sur la plateforme Mégalis jusqu'au 18 avril 2025 à 12H00. La commune a reçu 4 candidatures. La commission d'appel d'offres s'est réunie le 5 mai dernier et après analyse des offres a retenu la candidature de DOUAD architectures et Patrimoines de Rennes pour un coût de prestation 32 850 € HT.
M. Gérard LE GUEN, rapporteur, entendu.
DÉLIBÉRATION : Vu l'avis de la commission d'appel d'offre en date du 5 mai 2025 et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 12 voix « pour », **Article 1** : Attribue le marché « étude diagnostic, architecturale et historique de l'église St Sezny à DOUAD architectures et Patrimoines de Rennes pour un coût de prestation 32 850 € HT. **Article 2** : Autorise monsieur le maire à signer, au nom et pour le compte de la commune, toutes pièces de nature administrative, technique ou financière nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

CM/25-03012	**Fixation du nombre et de la répartition des sièges du conseil communautaire de la Communauté Lesneven Côte des Légendes dans le cadre d'un accord local**

EXPOSÉ DES MOTIFS : Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 5211-6-1 ;
Vu le décret n° 2024-1276 du 31 décembre 2024 authentifiant les chiffres des populations de métropole, des départements d'Outre-mer de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de La Réunion, de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin et de Saint-Pierre-et-Miquelon.
Vu l'arrêté préfectoral en date du 03 octobre 2019 fixant la composition actuelle du conseil communautaire de la CommunautéLesneven Côte des Légendes
Monsieur le maire rappelle au conseil municipal que la composition de la communauté sera fixée selon les modalités prévues à l'article L.5211-6-1 du CGCT.
Ainsi, la composition du conseil communautaire de la Communauté Lesneven Côte des Légendes pourrait être fixée, à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux :Selon un accord local permettant de répartir un nombre total de sièges qui ne peut excéder de plusde 25% la somme des sièges attribués en application de la règle de la proportionnelle à la plus forte moyenne basée sur le tableau de l'article L.5211-6-1 III et des sièges de « droits » attribués conformément au IV du même article, mais dont la répartition des sièges devra respecter les conditions cumulatives suivantes : être répartis en fonction de la population municipale de chaque commune, chaque commune devra disposer d'au moins un siège, aucune commune ne pourra disposer de plus la moitié des sièges,la part de sièges attribuée à chaque commune ne pourra s'écarter de plus de 20 % de la proportion de sa population dans la population globale des communes membres, sauf à bénéficier de l'une des deux exceptions à cette règle prévues au e) du 2° du I de l'article L.5211-6-1 du CGCT.
Afin de conclure un tel accord local, les communes membres de la communauté doivent approuver une composition du conseil communautaire de la communauté de communes respectant les conditions précitées, par délibérations concordantes. De telles délibérations devront être adoptées au plus tard le 31 août 2025 par les deux tiers au moins des conseils municipaux des communes membres de la communauté, représentant la moitié de la population totale de la communauté ou l'inverse, cette majorité devant nécessairement comprendre le conseil municipal de la commune dont la population est la plus nombreuse, lorsque celle-ci est supérieure au quart de la population des communes membres de la communauté. A défaut d'un tel accord, le préfet fixera selon la procédure légale dite de droit commun, le nombre de sièges du conseil communautaire de communauté à 34 sièges, qu'il répartira conformément aux dispositions des II, III, IV et V de l'article L.5211-6-1 du CGCT. Au plus tard au 31 octobre 2025, par arrêté préfectoral, le préfet fixera la composition du conseil communautaire de la communauté de communes, conformément à l'accord local qui sera conclu, ou, à défaut, conformément à la procédure légale dite de droit commun.
Le Maire indique au conseil municipal qu'il a été envisagé de conclure, entre les communes membres de la communauté un accord local, fixant à 42 le nombre de sièges du conseil communautaire de la communauté, réparti, conformément aux principes énoncés au 2° du Ide l'article L.5211-6-1 du CGCT, de la manière suivante :

Communes	Population municipale	ACCORD LOCAL
	INSEE au 01/01/2025	Nbre de sièges

Lesneven	7 471	10	
Ploudaniel	3 738	5	
Le Folgoët	3 290	5	
Kerlouan	2 028	3	
Guissény	1 974	3	
PlounéourBrignogan Plages	1 955	3	
Plouider	1 801	3	
Kernilis	1 418	2	
Saint-Méen	941	2	
Saint-Frégant	870	2	
Kernouës	660	1	siège de droit non modifiable
Trégarantec	628	1	siège de droit non modifiable
Goulven	439	1	siège de droit non modifiable
Lanarvily	406	1	siège de droit non modifiable
TOTAL CLCL	27 619	42	

Total des sièges répartis : 42. Il est donc demandé au conseil municipal de bien vouloir, compte tenu de l'ensemble de ces éléments, fixer, en application du I de l'article L.5211-6-1 du CGCT, le nombre et la répartition des sièges du conseil communautaire de la communauté de Communauté Lesneven Côte des Légendes.

DÉLIBÉRATION : Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 12 voix « pour », **Article 1 :** Décide de fixer à 42 le nombre de sièges du conseil communautaire de la Communauté Lesneven Côte des Légendes. **Article 2** : Autorise monsieur le Maire à accomplir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

XIV. AFFAIRES ET QUESTIONS DIVERSES

1/ ZAN : La Région Bretagne s'est engagée dans la sobriété foncière telle que définit dans la loi climat et résilience issue de la convention citoyenne sur le climat. La Région a élaboré une trajectoire ambitieuse : la réduction de 50% de la consommation d'espace d'ici 2031 inscrit dans le STRADDET (Le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires). Le collectif Région –Scot qui a élaboré la stratégie a été remplacée en 2024 par la conférence Régionale de Gouvernance (CRG) qui a défini trois axes de travail structurants dont le troisième concerne la sobriété foncière.

Une grande consultation est aujourd'hui lancée auprès de l'ensemble des acteurs bretons (publics et privés) engagés dans l'aménagement du territoire. Un document de travail, composé de 68 propositions concrètes, est joint en annexe 1, elles sont organisées autour de trois piliers du développement durable : Economie : pour une ZAN viable, Social : pour un ZAN vivable et Environnement : pour un ZAN soutenable. Le document de travail est ouvert au débat et aux contributions, il est demandé de les évaluer, d'en enrichir le contenu, d'en proposer de nouvelles, en fonction des expériences de terrain. Le souhait est de retenir une douzaine de propositions consensuelles et applicables immédiatement. Il s'agit d'une démarche de co-contruction qui permettra de nourrir le futur « livre blanc de la sobriété foncière en Bretagne avec un double objectif : identifier les leviers le plus efficaces à l'échelle régionale, et peser au niveau nationale pour faire évoluer – ou créer – les outils nécessaires. La consultation est ouverte jusqu'au 20 juin 2025.

L'ordre du jour étant épuisé, clôture de la séance à 22H41.

À Guissény, le 28 mai 2025

Le Maire,
Raphaël RAPIN

MAIRIE DE GUISSENY 29880

Le secrétaire de séance,
Joël PASCOET